

PESCO : comment rendre la défense européenne plus efficace ?

Ce 11 décembre, 25 États membres ont formalisé légalement leur engagement à l'intégration de la défense européenne. Le Parlement européen y aspirait depuis des années.

PESCO ou CSP en français (Coopération structurée permanente), créée afin d'accroître la coopération en matière de défense dans l'UE est selon [Michael Gahler](#), député démocrate-chrétien allemand « l'institution centrale qui permettra de réunir les différentes initiatives en matière de coopération militaire en un seul organe ».

Le 13 novembre 2017, 23 États membres ont signé une [notification conjointe](#) sur la coopération structurée permanente. Elle devient légalement contraignante à partir du 11 décembre, suite à la décision du Conseil des affaires étrangères.

PESCO : un processus structuré pour renforcer la coopération dans le domaine de la défense

La possibilité de mettre en place une coopération structurée permanente dans le domaine de la défense a été introduite par le traité de Lisbonne. Le Parlement et la Commission européenne ont toujours fortement soutenu cette initiative.

L'objectif principal est de renforcer les capacités de l'UE à assurer la sécurité en regroupant les ressources des États membres. Le développement conjoint des capacités de défense permettra des économies et rendra les forces armées plus interopérables.

La participation des États membres est facultative mais une fois impliqués, ces derniers doivent prendre [des engagements](#) contraignants. S'ils ne sont pas respectés, un État peut être suspendu de PESCO par les autres États membres. Le déploiement effectif sera toujours pris sur base d'une décision strictement nationale.

« Nous devons faire en sorte que les produits d'armement européens ne soient pas en compétition sur les marchés intérieurs ni sur les marchés tiers » a dit [M. Gahler](#), auteur du [rapport annuel du Parlement sur la sécurité et la défense de l'Europe](#).

Le budget de défense des États membres de l'UE s'élève à 40% du budget de défense des États-Unis, mais ne parvient à générer que 15% des capacités résultant de ces dépenses outre-

Atlantique, ce qui souligne un réel problème d'efficacité.

Le Parlement soutient depuis longtemps une meilleure coordination des dépenses militaires afin de supprimer les doubles emplois. Ainsi, l'[Agence européenne de défense](#) en charge du [Fonds européen de la défense](#) publiera une [évaluation annuelle coordonnée de la défense](#) afin d'aider à identifier les opportunités de collaboration.

Quels États membres font partie de PESCO et dans quels projets sont-ils impliqués ?

Tous les États membres sauf le Danemark, Malte et le Royaume-Uni font partie de PESCO. Ces derniers pourraient s'y joindre plus tard s'ils s'engagent à respecter les critères de participation et sont acceptés par les autres États membres.

Les membres de PESCO devraient également développer conjointement des forces de réaction rapides ainsi que de nouveaux moyens tels que des tanks et des drones ou créer des plateformes de logistique et de soutien médical européennes.

Il existe déjà une liste de projets communs. Chaque État membre est responsable de l'un d'eux. La France est en charge du soutien des opérations et la Belgique est à la tête d'un projet visant à développer des drones sous-marins détecteurs et destructeurs de mines.

Chaque État membre participant doit fournir un plan de ses contributions nationales qui sera soumis à une évaluation annuelle.

D'après [Michael Gahler](#), le format PESCO appliqué à des projets existants tels que le Commandement européen du transport aérien ou le Corps européen permettra de rendre concrète la politique européenne de défense.

Quid de l'OTAN ?

Certains affirment qu'un système européen de défense serait contreproductif et affaiblirait l'OTAN.

Ce n'est pas l'avis du secrétaire général de l'OTAN, M. Stoltenberg, qui [s'est montré favorable au projet](#) : « Je pense que cela peut renforcer les défenses de l'Europe, ce qui est positif pour l'Europe mais aussi pour l'OTAN ».

[Michael Gahler](#) a également déclaré « [avoir] confiance dans le fait que les 22 pays qui sont membres de l'UE et de l'OTAN feront en sorte que PESCO soit un succès pour améliorer l'interopérabilité militaire et le déploiement de nos troupes ».

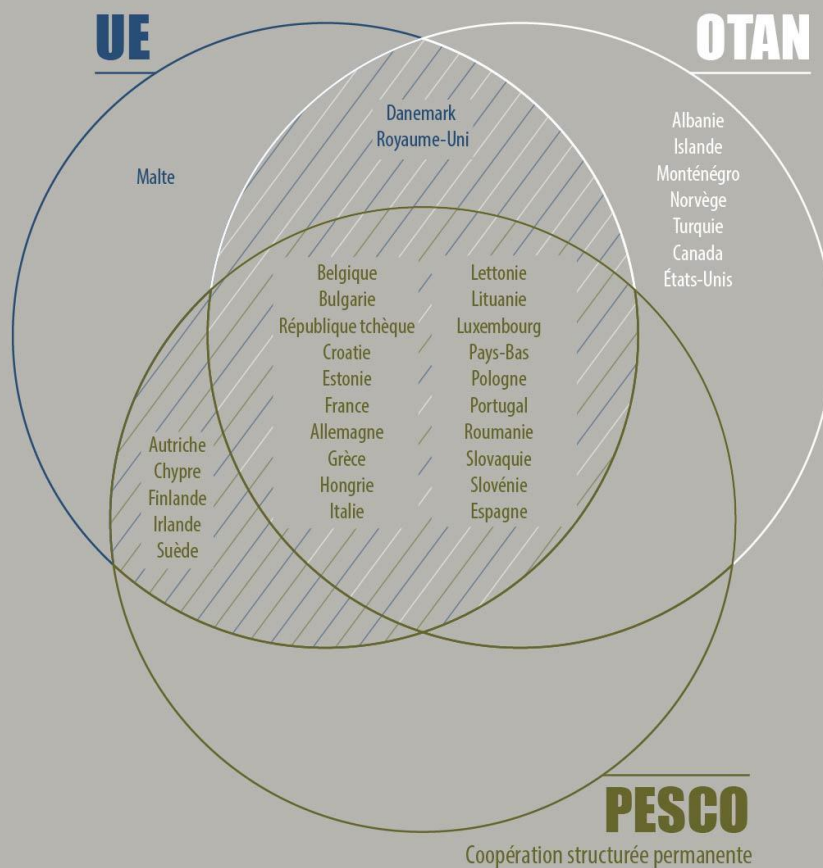
En savoir plus

[Communiqué de presse du Conseil sur PESCO](#)

[Fiche d'information sur PESCO \(en anglais\)](#)

[Résolution du Parlement européen du 22 novembre 2016 sur l'Union européenne de la défense](#)

DÉFENSE : un seul objectif, plusieurs alliances



Source: Conseil européen

Défense : un seul objectif, plusieurs alliances